

RUMILLY, Robert, *La Guerre de 1939-1945, Ernest Lapointe. XXXVIII^e tome de l'Histoire de la province de Québec. Fides, Montréal et Paris, Ottawa 1968, 318 p. \$4.00*

Denis Bertrand

Volume 22, Number 4, mars 1969

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/302835ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/302835ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bertrand, D. (1969). Review of [RUMILLY, Robert, *La Guerre de 1939-1945, Ernest Lapointe. XXXVIII^e tome de l'Histoire de la province de Québec. Fides, Montréal et Paris, Ottawa 1968, 318 p. \$4.00*]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 22(4), 633–636. <https://doi.org/10.7202/302835ar>

RUMILLY, Robert, *La Guerre de 1939-1945, Ernest Lapointe*.
XXXVIII^e tome de l'*Histoire de la province de Québec*.
Fides, Montréal et Paris, Ottawa 1968, 318 pages. \$4.00

Bien que Français d'origine, Robert Rumilly est sans aucun doute le plus prolifique de nos historiens québécois. Aux trente-huit tomes déjà parus de son *Histoire de la province de Québec* s'ajoutent, entre autres, ses biographies de Laurier, Papineau, Mercier, Mgr Laflèche et Bourassa, ainsi que ses ouvrages de synthèse: Histoire du Canada, Histoire des Acadiens, Histoire des Franco-Américains et Histoire de l'École des H.E.C.

Dans quelques décennies, Robert Rumilly se classera avec le chanoine Groulx et quelques autres dans la catégorie des "historiens-défricheurs" qui ont consacré leur vie entière à décrire, analyser et expliquer notre passé. Aujourd'hui, avant de regretter l'usage de certaines méthodes et de signaler quelques lacunes, le critique doit reconnaître l'importante œuvre de Robert Rumilly, publiée avec une régularité que ne s'est jamais démentie.

A tout prendre, Robert Rumilly est peut-être beaucoup moins un historien de profession qu'un chroniqueur habile et perspicace. Sous sa plume alerte, gestes, discours, communiqués et éditoriaux anciens reprennent vie pour nous, témoignant de la pensée, de l'œuvre, des problèmes, des petits travers et des ambitions de nos pères. Toujours facile et agréable, la lecture des ouvrages de Robert Rumilly devient à l'occasion presque fascinante. L'auteur nous entraîne dans une intrigue vécue. A grands traits, mais sans négliger pour autant les détails judicieux et les jeux de coulisses, il retrace faits et déclarations du passé, entrecoupant son récit d'interventions personnelles pleines d'humour et de paradoxes. Tout devient sous sa plume simple, claire, facile. Il sait gagner la confiance de ses lecteurs. Il est probablement le seul de nos historiens qui puisse se permettre de rédiger

sans un plan bien détaillé, de fureter à gauche et à droite au gré de ses fantaisies, de jouer avec la chronologie, de faire fi des nuances, de préciser ou non ses sources selon ses humeurs, et d'escamoter les problèmes les plus complexes grâce à un calembour. Son talent de narrateur et sa force de travail pallient à ces "petits" inconvénients. Les lecteurs sont envoûtés. Seuls les spécialistes trouvent à redire.

Sous le titre, *La Guerre de 1939-1945*, et sous le sous-titre, *Ernest Lapointe*, le dernier tome paru de l'*Histoire de la province de Québec* fait revivre pour nous les quelque dix-huit premiers mois de la Deuxième Grande Guerre. Ces événements, Rumilly les a activement vécus; ces hommes, il les a plus ou moins bien connus. Le récit gagne sans doute en intensité, mais l'intuition y remplace trop souvent l'exactitude scientifique.

Pour demeurer dans les limites de notre travail, nous nous contenterons d'analyser quelques aspects du premier chapitre intitulé: Septembre 1939. En moins d'une vingtaine de pages, après avoir rappelé la situation des Canadiens français dans l'armée, la finance, le fonctionariat, les arts et les sciences, entrecoupant son récit de remarques sur la situation internationale, les relations impériales, franco-canadiennes et canado-américaines, Robert Rumilly décrit l'effroyable propagande impérialiste qui déferle sur le Canada, les réactions qu'elle suscite au Québec, et les voies qui permettent au gouvernement King de précipiter le Canada dans le conflit, derrière le beau principe: "le Parlement décidera".

Si l'ensemble du tableau reste exact, il nous faut cependant regretter le manque d'introductions et de conclusions, l'omission injustifiée de faits et de documents de première importance, l'absence de certaines distinctions qui nous apparaissent nécessaires et le refus de l'auteur de dépasser les simples soupirs d'indignation pour aller au fond des choses.

Ainsi, il nous semble qu'au niveau aussi bien du volume que des divers chapitres la présence d'introductions et de conclusions non seulement donnerait à l'ouvrage une apparence plus soignée, mais permettrait aussi aux lecteurs de mieux comprendre les caractéristiques générales de la période, d'en dégager l'essentiel et de saisir toute la portée de tel fait ou de tel phénomène.

Quant aux omissions, nous nous contenterons d'en mentionner quelques-unes: l'importance du traité germano-russe en tant que date charnière, le sentiment d'impuissance et d'appréhension

qui domine alors au Canada français, la déclaration du premier ministre du 23 août, la mobilisation partielle du 25, le message du 2 septembre de la Société Saint-Jean Baptiste et le manifeste de la Ligue d'Action Nationale du 4 septembre.

Nous croyons aussi que l'absence de certaines distinctions importantes entraîne Robert Rumilly dans de graves erreurs d'interprétation. Ainsi, après avoir lu et relu les quatre derniers tomes de l'*Histoire de la province de Québec*, nous nous demandons toujours quand, où et comment M. Lapointe s'est déclaré opposé à toute participation du Canada aux guerres extérieures. Lors de la campagne électorale de 1935, le ministre de la justice ne s'opposait qu'à la participation canadienne à une éventuelle guerre italo-anglaise que pouvaient alors provoquer la guerre d'Éthiopie et l'impérialisme anglais. Quoiqu'aient déclaré certains politiciens et publié les journaux de partis, jamais, à notre connaissance, M. Lapointe ne s'est engagé de façon formelle à maintenir la neutralité canadienne en cas d'un conflit général qui mettrait en question le développement et l'existence de la Grande-Bretagne. De même, lorsqu'il cite les honorables King et Lapointe au sujet de leurs discours de la fin de mars 1939 et de la session spéciale de guerre, Robert Rumilly ne précise pas que les deux ministres s'opposent alors non pas à toute conscription future, mais à toute conscription pour service "au dehors du Canada".

A l'été 1940, au moment de la loi de Mobilisation des Ressources nationales, les députés nationalistes pourront tout au plus reprocher aux deux chefs libéraux d'avoir habilement camouflé leurs arrière-pensées derrière des formules complexes et enchevêtrées. L'historien d'aujourd'hui ne peut, selon nous, comme le fait Rumilly au chapitre IX, accuser M. Lapointe d'avoir manqué à sa parole. D'ailleurs après la mort du ministre de la justice, il faudra tout le machiavélisme du plébiscite du désengagement pour libérer le chef libéral de ses promesses au sujet de la conscription pour service à l'étranger.

Enfin, il nous semble aussi que Robert Rumilly s'est trop attardé à signaler le manque de tempérament, l'esprit de parti et la trahison des chefs canadiens-français de cette époque :

Mais le prestige des ministres, la discipline de parti, la disposition du patronage, le recours à la caisse électorale, les sinécures de fin de carrière . . . et sans doute aussi l'entraînement général . . . et même la crainte de placer Québec au ban des provinces . . .

La scène, triste à décrire, est déjà classique, dans notre histoire.

Merveille de l'organisation, de la discipline de parti ! La province de Québec est opposée à la guerre dans la proportion de 90 pour cent, ainsi que Maxime Raymond l'a dit à un journaliste ontarien. Et les députés de la province de Québec votent la guerre dans la proportion de 62 sur 65, c'est-à-dire de 95 pour cent ! Expression de la volonté populaire...

Rumilly semble ici partiellement oublier que la démission en bloc des ministres et des députés canadiens-français entraînerait alors la création d'un cabinet d'union, la conscription immédiate pour service outre-mer et la participation "jusqu'au dernier homme et jusqu'au dernier sou". Minoritaires, enchaînés au char du Canada anglais par la Conquête britannique et la Confédération canadienne, les Canadiens français du Québec pouvaient tout au plus limiter pour un temps la participation. Même aujourd'hui, avec le recul du temps, nous ne voyons pas de solution valable aux problèmes qui se posaient alors. Les autres formes de résistance, y compris la séparation du Québec de l'union canadienne, comme le demandaient, plus ou moins sérieusement, quelques chefs nationalistes, ne pouvaient aboutir alors qu'au désastre.

*Professeur agrégé
Collège Sainte-Marie*

DENIS BERTRAND